

# Les socialistes demeurent favoris des élections législatives au Portugal mais leur avance dans les sondages se réduit

Le 27 octobre dernier, l'Assemblée de la République, chambre unique du Parlement portugais, rejetait par 117 voix contre (108 pour et 5 abstentions) le projet de loi de finances prévu pour 2022.

Les députés du Parti socialiste (PS) du Premier ministre Antonio Costa ont voté en faveur du texte tandis que la Coalition démocratique unitaire (CDU), le Bloc des gauches (BE) et LIVRE (L), alliés du Parti socialiste au parlement, se sont joints aux quatre partis de l'aile droite de l'hémicycle (Parti social-démocrate (PSD) Centre démocrate social/Parti populaire (CDS/PP) Chega (CH) et l'Initiative libérale (IL)) dans leur opposition. Le parti Personnes-animaux-nature (PAN) et les deux députés non-inscrites, Joacine Katar Moreira et Cristina Rodrigues, se sont abstenues.

En 2021, le budget avait été adopté de justesse grâce à l'abstention des députés de la Coalition démocratique unitaire et de Personnes-animaux-nature.

Le 5 novembre, le président de la République, Marcelo Rebelo de Sousa, a annoncé sa décision de dissoudre l'Assemblée de la République, ce qui entraîne la convocation d'élections législatives dans les soixante jours qui suivent. Ce sera donc le 30 janvier 2022. Le scrutin était initialement prévu pour l'automne 2023 (au plus tard le 8 octobre). « *J'ai toujours souhaité que nous n'en arrivions pas là et j'ai fait mon possible pour l'éviter mais j'ai aussi expliqué très clairement quelle serait la conséquence d'un rejet du budget par le parlement. Si l'Assemblée de la République n'est pas en mesure d'adopter un budget qui est fondamental pour le pays, il est bon de rendre la parole aux Portugais pour qu'ils élisent une nouvelle assemblée* » a déclaré le 27 octobre dernier le chef de l'Etat, auquel la Constitution accorde le pouvoir de dissoudre le Parlement en situation de crise.

L'utilisation des fonds européens alloués au Portugal dans le contexte de la crise sanitaire constitue l'enjeu principal du projet de loi de finances de 2022. Cette somme, conséquente, doit permettre de relancer l'économie du pays mais aussi d'améliorer le pouvoir d'achat des Portugais.

Ces derniers sont donc conviés aux urnes pour la troisième fois en un an après le scrutin présidentiel du 24 janvier 2021, qui a vu la réélection de Marcelo Rebelo de Sousa, et le scrutin municipal du 26 septembre dernier.

La campagne officielle des élections législatives débutera le 16 janvier prochain et se terminera le 28 janvier. Trente-six débats télévisés auront lieu durant la première quinzaine de janvier. Environ 60% des Portugais estiment que ces élections anticipées sont « *une mauvaise chose* », un même pourcentage considère néanmoins qu'elles sont « *nécessaires* ».

Le scrutin pourrait toutefois n'apporter aucun éclaircissement. « *Le président de la République pressent une crise durable nourrie par l'impossibilité de l'obtention d'une majorité absolue post-électorale et par une radicalisation des positions qui rendra difficile la formation d'une coalition surtout à gauche* » a indiqué Celso Filipe, directeur du quotidien économique Journal de negocios.

Le scrutin législatif du 6 octobre 2019 avait renforcé le Parti socialiste aux dépens de ses alliés de la

gauche radicale, le Bloc des gauches et la Coalition démocratique unitaire. Antonio Costa, dont le parti était arrivé en tête avec 36,34% des suffrages, avait formé un gouvernement minoritaire à l'issue des élections.

A trois semaines du scrutin, les socialistes demeurent en tête des sondages même si leur avance se réduit au fil des semaines. Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'université de Lisbonne et publiée dans l'hebdomadaire *Expresso*, ils recueilleraient 38% des suffrages et devanceraient le Parti social-démocrate, qui obtiendrait 31% des voix.

Le parti populiste de droite, Chega, prendrait la troisième place avec 7% des suffrages. La Coalition démocratique unitaire, alliée aux écologistes, recueillerait 6% des voix et le Bloc des gauches, 6%.

Au vu de ses chiffres, il n'est pas certain que le scrutin législatif du 30 janvier prochain permette au Portugal de sortir de l'impasse. En effet, aucun des deux principaux partis ne semblent véritablement en mesure de former une coalition qui lui assurera une majorité stable.

### UN PARTI SOCIALISTE TOUJOURS DOMINANT

L'organisation d'élections législatives anticipées ne constitue pas une bonne nouvelle pour aucun des partis portugais mais les socialistes semblent néanmoins davantage prêts pour un tel scrutin que leurs adversaires de droite. « *La dernière chose dont le Portugal a besoin, c'est d'une crise politique* » a souligné le Premier ministre Antonio Costa, ajoutant « *Nous ne voulons pas d'élections mais nous ne les craignons pas* ».

La dissolution a mis fin à l'une des rares coalitions de gauche en Europe. Durant la campagne électorale du scrutin législatif du 6 octobre 2019, le Premier ministre sortant avait déclaré qu'il ne gouvernerait pas en coalition avec les partis de la gauche radicale, à savoir le Bloc des gauches et la Coalition démocratique unitaire.

La *geringonça*, terme désignant un dispositif de bric et de broc, un attelage de fortune et qui qualifiait l'alliance que le Parti socialiste avait conclue avec la Coalition démocratique unitaire et le Bloc des gauches et grâce à laquelle il avait pu gouverner au cours

des quatre années précédentes, n'avait donc pas été reconduite. « *Il est vraiment étonnant que cette alliance hétéroclite ait pu se faire et qu'elle ait pu durer. Le Bloc des gauches est en effet bien plus radical que le Parti socialiste, et les communistes, uniquement aux affaires au niveau municipal, ont toujours eu une aversion pour toute implication à l'échelle nationale* » a déclaré Antonio Costa Pinto, politologue.

Pour ce scrutin, Antonio Costa demande aux Portugais de donner au Parti socialiste la force de gouverner de façon stable et durable.

### LE PARI DE LA GAUCHE RADICALE

Les deux partis de gauche radicale, soutiens du gouvernement socialiste d'Antonio Costa au Parlement, réclamaient l'introduction dans le projet de loi de finances pour 2022 d'un plus grand nombre de mesures en faveur des travailleurs, le renforcement du système de protection sociale et davantage d'investissements dans le domaine de la santé, notamment une plus grande ambition en matière de revalorisation des salaires des personnels de santé. La Coalition démocratique unitaire et le Bloc des gauches reprochaient au Premier ministre sortant d'accorder une trop grande importance à la réduction des déficits et ils l'accusaient de ne pas agir suffisamment en faveur des services publics, du contrôle des loyers et du pouvoir d'achat des Portugais.

Le dirigeant communiste, Jeronimo de Sousa, a incriminé la « *mauvaise foi* » du gouvernement d'Antonio Costa lors des négociations budgétaires et il a indiqué que la dissolution du Parlement ne lui semblait pas la solution adéquate à la crise politique que traversait le Portugal. De son côté, le Bloc des gauches a dénoncé le « *chantage du gouvernement et du président de la République* ».

Les partis de gauche radicale tentent à tout prix de se démarquer du gouvernement sortant. Lors des élections municipales du 26 septembre dernier, ils ont subi un échec : un fiasco pour le Bloc des gauches et un revers pour la Coalition démocratique unitaire, qui a perdu ses bastions de Lourdes et d'Evora. Chacun des deux partis a pu constater que son soutien au gouvernement lui faisait perdre des électeurs et chacun

s'est dit qu'il volerait sans doute mieux de ses propres ailes. Tous deux espèrent se refaire une santé lors des élections anticipées du 30 janvier.

« Cette décision idéologique (le rejet du budget) aura un coût électoral pour le Bloc des gauches comme pour la Coalition démocratique unitaire qui seront pénalisés pour ne pas avoir soutenu un budget qui était modeste mais qui n'était pas un budget d'austérité » a indiqué Marina Costa Lobo, politologue de l'université de Lisbonne.

### DES FORCES DE DROITE DIVISÉES

L'annonce des élections législatives a eu lieu alors que le principal parti d'opposition de droite, le Parti social-démocrate, est en pleine reconstruction et qu'il doit faire face à des divisions internes. Le PSD a dû avancer la date de l'élection de son dirigeant, initialement prévue pour le 4 décembre 2021. Celle-ci a finalement eu lieu le 27 novembre dernier et elle a vu la victoire du leader sortant, Rui Rio, qui, avec 52,43% des suffrages, a battu son rival Paulo Rangel, député européen, qui a recueilli 47,57% des voix. 50 000 membres du PSD ont participé au scrutin.

Le programme du PSD pour le scrutin du 30 janvier prévoit une réduction de la charge fiscale : baisse de l'impôt sur les bénéfices des sociétés à 19% en 2023 et à 17% en 2024 (21% actuellement) et baisse de l'impôt sur le revenu de 400 millions € en 2025 et 2026, notamment pour les salariés gagnant plus de 60 000 € par an). Le PSD propose également une gouvernance plus rigoureuse, une hausse des salaires et du nombre d'emplois, une baisse de l'endettement du pays et davantage de création de richesse. Ces dépenses liées à des réformes dans les domaines de la santé et de l'éducation devraient permettre au Portugal de réduire son déficit budgétaire à 0,5% du PIB d'ici 2026 selon le parti d'opposition.

Le Parti social-démocrate se présente seul aux élections. Rui Rio l'a affirmé : « Il n'existe que deux partis politiques au Portugal : le Parti socialiste et le Parti social-démocrate ».

Le PSD rêve que le scrutin à venir se déroule comme les élections municipales du 26 septembre dernier à

Lisbonne où l'ancien commissaire européen, Carlos Moedas (PSD), a créé la surprise en battant avec 34% des suffrages le maire sortant Fernando Medina (PS) (31%).

Rui Rio a déclaré qu'il était disponible pour parler avec le Parti socialiste si nécessaire mais il a exclu tout accord avec le parti Chega d'André Ventura.

De son côté, le président du Centre démocrate social/Parti populaire (CDS/PP), Francisco Rodrigues dos Santos, voit dans le refus du PSD d'une coalition électorale avec son parti « un virage vers la gauche » du parti de Rui Rio. « Le président du PSD préfère avoir un discours amical à l'égard de ceux qui accordent la majorité au Parti socialiste plutôt que de chercher à construire une politique alternative avec le Centre démocrate social/Parti populaire » a-t-il déclaré, ajoutant « Un vote en faveur du Centre démocrate social/Parti populaire est un vote contre le système actuel et il est aussi un vote qui permettra au prochain gouvernement du Portugal d'être clairement positionné à droite et non pas le fruit d'arrangements conclus avec la gauche ».

### UNE DROITE POPULISTE AUX AGUETS

Chega semble le parti le plus à même de tirer profit des élections législatives. Il pourrait prospérer sur les divisions de la droite et devenir la troisième force du Portugal. André Ventura espère confirmer sa percée à l'élection présidentielle de janvier 2021 où il avait recueilli 11,93% des suffrages et pris la troisième place. Néanmoins, Chega reste trop radical pour espérer entrer dans un gouvernement.

Récemment, André Ventura a déclaré qu'il rompait l'accord qui lie Chega au PSD dans l'archipel des Açores après que Rui Rio a critiqué sa gouvernance. « Un leader qui affirme qu'il ne peut s'allier avec Chega au niveau national ne peut souhaiter obtenir cet appui au niveau régional ou municipal » a-t-il souligné. Ce que le dirigeant de Chega n'avait cependant pas prévu, c'est que José Pacheco, leader de Chega aux Açores, choisirait de continuer à soutenir le PSD en dépit des propos de son dirigeant national.

**LE SYSTÈME POLITIQUE PORTUGAIS**

Le Parlement portugais est monocaméral. L'Assemblée de la République compte 230 membres, élus pour quatre ans au scrutin proportionnel au sein de vingt-deux circonscriptions plurinominales. Le pays compte dix-huit circonscriptions métropolitaines et deux régions autonomes - Madère et les Açores - qui forment chacune une circonscription. Par ailleurs, les Portugais résidant à l'étranger sont divisés en deux circonscriptions : la première regroupe ceux qui vivent en Europe et la deuxième ceux du reste du monde.

Les listes de candidats aux élections législatives sont bloquées, les électeurs ne peuvent donc exprimer aucune préférence au sein de la liste pour laquelle ils votent. A l'issue du scrutin, la répartition des sièges se fait selon la méthode d'Hondt.

Neuf partis politiques ont obtenu des élus à l'Assemblée de la République lors du scrutin législatif du 6 octobre 2019 :

- le Parti socialiste (PS), fondé en 1973 et conduit par le Premier ministre sortant Antonio Costa, compte 108 députés ;
- le Parti social-démocrate (PSD), parti de droite créé en 1974 et dirigé depuis 2018 par Rui Rio, possède 79 sièges ;
- le Bloc des gauches (BE), parti de gauche radicale fondé en 1999 et dont Catarina Martins est la porte-parole, compte 19 élus ;

- la Coalition démocratique unitaire (CDU), alliance du Parti communiste (PCP), créé en 1921, du Parti écologiste-Les Verts (PEV), fondé en 1982, et de l'Intervention démocratique (ID). Dirigée par Jeronimo de Sousa, elle possède 12 sièges ;

- le Centre démocrate social/Parti populaire (CDS/PP), parti chrétien-démocrate créé en 1974 et emmené par Francisco Rodrigues dos Santos, compte 5 députés ;

- Personnes-animaux-nature (PAN), parti défenseur des droits des animaux et de la nature, fondé en 2009 et dont Ines Sousa Real est la porte-parole, possède 4 sièges.

- Chega (Assez) (CH), parti populiste de droite fondé en 2019 par André Ventura, a 1 élu ;

- Initiative libérale (IL), parti créé en 2017 et dirigé par Joao Cotrim de Figueiredo, possède 1 siège ;

- LIVRE (Libre) (L), parti écologiste de gauche, compte 1 élu.

Les Portugais élisent également tous les cinq ans leur président de la République au suffrage universel direct. L'actuel chef de l'Etat, Marcelo Rebelo de Sousa, ancien dirigeant du Parti social-démocrate (PSD) (1996-1999), a été réélu pour un deuxième mandat avec 60,66% des suffrages le 24 janvier 2021 dès le premier tour de scrutin. Il a largement devancé Ana Gomes (PS), qui se présentait sans l'aval de son parti (12,96% des voix), et André Ventura (CH) (11,93%). Quatre Portugais sur dix (39,26%) s'étaient rendus aux urnes.

Rappel des résultats des élections législatives du 6 octobre 2019 au Portugal

Participation : 51, 43%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Parti socialiste (PS)	1 908 036	36,34	108
Parti social-démocrate (PSD)	1 457 704	27,76	79
Bloc de gauche (BE)	500 017	9,52	19
Coalition démocratique unitaire (CDU)	332 473	6,33	12 <sup>b</sup>
Centre démocrate social/Parti populaire (CDS/PP)	221 774	4,22	5
Personnes-Animaux-Nature (PAN)	174 511	3,32	4
Chega (CH)	67 826	1,29	1
Initiative libérale (IL)	67 681	1,29	1
LIVRE (L)	57 172	1,09	1
Autres	208 194	8,84	0

Source : [https://www.cne.pt/sites/default/files/dl/2019ar\\_mapa\\_oficial\\_resultados.pdf](https://www.cne.pt/sites/default/files/dl/2019ar_mapa_oficial_resultados.pdf)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.